



Le drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 19 juillet 1952

PROVINCE OF QUÉBEC

QUÉBEC, SATURDAY, July 19th, 1952

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1952.

Québec, le 16 juin 1952.

L'Imprimeur de la Reine.
RÉDEMPTE PARADIS.

32799-25-10-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1952.

Québec, this 16th of June 1952.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

32799-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS.

Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Abitibi Glasheat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mai 1952, constituant en corporation: Lucippe Hivon, gérant, Gaston Roberge, Marc Dufour, notaires, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Abitibi Glasheat Inc."

Letters Patent

Abitibi Glasheat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1952, incorporating: Lucippe Hivon, manager, Gaston Roberge, Marc Dufour, notaries, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To act as general building contractors, under the name of "Abitibi Glasheat Inc.", with a

avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Cie de Gaz Propane de Joliette Limitée
Joliette Propane Gas Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1952, constituant en corporation: Lionel Meagher, Jean-Louis Meagher, industriels, Normand Rivest, agent, de Joliette, docteur Wilfrid Gendron, M.D., J. Avila Boivin, notaire, de Berthierville, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le négoce, le commerce et l'industrie de vente et service de gaz propane, sous le nom de "Cie de Gaz Propane de Joliette Limitée" — "Joliette Propane Gas Co. Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Hôtel Sigma Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1952, constituant en corporation: Armand Bouffard, hôtelier, de Val d'Or, Valmond Bouffard, hôtelier, de Sullivan, Jean-Louis Lepinay, comptable, Lucien Cliche, avocat, Lucille Boyer-Bouffard, ménagère, de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'hôtellerie, restaurant, taverne et salle de danse, sous le nom de "Hôtel Sigma Limitée", avec un capital de \$500,000, divisé en 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 30,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 210, Avenue Centrale à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Jos E. Beaudoin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix juin 1952, constituant en corporation: Jos. Ephrem Beaudoin, importateur et commerçant, Laurette Lavoie, épouse contractuellement séparée de biens de Jos. Ephrem Beaudoin, tous deux de Lévis, Maurice Hébert, comptable, de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Cie de Gas Propane de Joliette Limitée
Joliette Propane Gas Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1952, incorporating: Lionel Meagher, Jean Louis Meagher, industrialists, Normand Rivest, agent, of Joliette, Doctor Wilfrid Gendron, M.D., J. Avila Boivin, notary, of Berthierville, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To carry on the trade, industry and business of selling and servicing propane gas, under the name of "Cie de Gaz Propane de Joliette Limitée" — "Joliette Propane Gas Co. Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Hôtel Sigma Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1952, incorporating: Armand Bouffard, hotel keeper, of Val d'Or, Valmond Bouffard, hotel keeper, of Sullivan, Jean Louis Lepinay, accountant, Lucien Cliche, advocate, Lucille Boyer-Bouffard, housewife, of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the hotel, restaurant, tavern and dance hall business, under the name of "Hôtel Sigma Limitée", with a capital stock of \$500,000, divided into 20,000 preferred shares of \$10 each and 30,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 210 Avenue Centrale, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Jos. E. Beaudoin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of June, 1952, incorporating: Jos. Ephrem Beaudoin, importer and merchant, Laurette Lavoie, wife separate as to property by marriage contract, of Jos. Ephrem Beaudoin, both of Lévis, Maurice Hébert, accountant, of Québec, judicial district of Québec, for the following purposes:

Agir comme marchands de bijouterie, bimboloterie, articles de fumeurs, articles en cuir, sous le nom de "Jos. E. Beaudoin Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32982-o L. DÉSILETS.

Leff's Television Sales & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1952, constituant en corporation: Louis Orenstein, d'Outremont, Bernard Diamond, de Montréal, tous deux avocats, Larry Smith, comptable, de Montréal, Gilbert Howard, marchand, de Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'une compagnie d'articles électriques et électroniques et faire le négoce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Leff's Television Sales & Service Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928 L. DÉSILETS.

Les Produits Alimentaires de la Mauricie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize juin 1952, constituant en corporation: Horace Milot, épicier, François Milot, épicier, Yolande Cossette, ménagère, épouse séparée de biens du dit François Milot, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme épicier, boucher et charcutier en gros et en détail, sous le nom de "Les Produits Alimentaires de la Mauricie Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Passfair Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juin 1952, constituant en corporation: June Kirlin, secrétaire, fille majeure, Joyce Hogg, réceptionniste, fille majeure, Blanka Gyulai, teneuse de livres, fille majeure, en les cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To act as merchants in jewellery: bric-a-brac smokers' supplies, leather articles, under the name of "Jos. E. Beaudoin Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Leff's Television Sales & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April 1952, incorporating: Louis Orenstein, of Outremont, Bernard Diamond, of Montreal, both advocates, Larry Smith, accountant, of Montreal, Gilbert Howard, merchant, of Ville St. Laurent, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business generally of an electrical and electronics company and to deal in electrical apparatus and accessories, under the name of "Leff's Television Sales & Service Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32928-o Deputy Attorney General.

Les Produits Alimentaires de la Mauricie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of June, 1952, incorporating: Horace Milot, grocer, François Milot, grocer, Yolande Cossette, housewife, wife separate as to property of said François Milot, all of the city and judicial district of Trois-Rivières for the following purposes:

To act as grocer, butcher and pork butcher, both wholesale and retail, under the name of "Les Produits Alimentaires de la Mauricie Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Passfair Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June 1952, incorporating: June Kirlin, secretary, spinster, Joyce Hogg, receptionist, spinster, Blanka Gyulai, bookkeeper, spinster, in the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le négoce et le commerce de toutes sortes de bonbons, sous le nom de "Passfair Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1952.

32928 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To manufacture and deal in and with all kinds of candies, under the name of "Passfair Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June 1952.

32928-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Provincial Crown Cork Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1952, constituant en corporation: Gérard Bélanger, machiniste, Les Étroits, district judiciaire de Kamouraska, Raymond-Marie Sirois, voyageur, de Québec, Gérard Renaud, comptable agréé, de Loretteville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturiers, agents, distributeurs de bouchons ou scellés de toutes sortes et de tout matériel, sous le nom de "Provincial Crown Cork Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1952.

32928-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Provincial Crown Cork Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1952, incorporating: Gérard Bélanger, machinist, les Étroits, judicial district of Kamouraska, Raymond-Marie Sirois, traveller, of Québec, Gérard Renaud, chartered accountant, of Loretteville, judicial district of Québec, for the following purposes:

To act as manufacturers, agents, distributors of corks or seals of all kinds and in all materials, under the name of "Provincial Crown Cork Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of June, 1952.

32928 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

H. Walford, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 juin 1952, à la compagnie "H. Walford, Limited", augmentant ses pouvoirs selon la résolution.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 juin 1952.

32928-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

H. Walford, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th, day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, to the company "H. Walford, Limited", increasing its powers according to the resolution.

Dated at the office of the Attorney General, June 27, 1952.

32928 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 316855. Dame Rose Alba Deltorchio, ménagère, de la Ville de Dorval, district de Montréal, épouse commune en biens de Donat Houle, de la Ville de Dorval, district de Montréal, demanderesse vs Donat Houle, de la ville de Dorval, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ème jour de juin 1952.

Montréal, le 26 juin 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
HERCULE DÉCARY.

32937-o

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 316855. Dame Rose Alba Deltorchio, housewife, of the Town of Dorval, district of Montreal, wife common as to property of Donat Houle, of the Town of Dorval, district of Montreal, plaintiff; vs Donat Houle, of the Town of Dorval, district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 5th day of June, 1952.

Montréal, June 26, 1952.
HERCULE DÉCARY,
Attorney for plaintiff.

32937

Avis divers

"BARNABÉ & FILS LTÉE"

Règlement N° 4

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la compagnie d'augmenter le nombre des directeurs en vue de mieux pourvoir à son administration;

Il est par les présentes décrété que le règlement N° 3 relatif à la transaction générale des affaires de la compagnie, soit amendé en y ajoutant l'article 7a comme suit:

"7 a. Les affaires de la compagnie seront administrées par un Bureau de Direction composé de cinq (5) directeurs."

Adopté et passé ce 27ème jour de juin 1952.
Certifie vraie copie.

32938-o Le Secrétaire,
WILBROD BHÉRER.

DOMAL REALTIES INCORPORATED

Règlement N° 22

"Que le nombre des directeurs est augmenté de trois à quatre".

Que le 25 juin 1952, ledit règlement a été sanctionné et approuvé par plus des deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer le règlement ci-dessus, tenue à Montréal, le 25 juin 1952.

32939 Le Président,
JACK LIBERMAN.
Le Secrétaire,
JOSEPH BAER.

VILLAGE DE SAINT JÉRÔME
COMTÉ LAC SAINT-JEAN

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 82, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$500.00: D 63, 67, 75, 151,

Dénomination de \$100.00: C 6, 13, 86, 96, 133.

Les dites obligations seront remboursables le 1er septembre 1952, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

32940-o Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de L'U.C.C. de Notre-Dame des Monts", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 juin 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Notre-Dame-des-Monts, comté de Charlevoix.

32941-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire

Miscellaneous Notices

"BARNABÉ & FILS LTÉE"

By-law No. 4

Whereas it is in the interest of the company to increase the number of its directors in order to better provide for its management;

It is hereby enacted that by-law No. 3 respecting the general transaction of the business of the company, be hereby amended by adding article 7a as follows:

"7a. The affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of five (5) directors."

Adopted and passed this 27th day of June, 1952.
Certified true copy.

32938-o WILBROD BHÉRER,
Secretary.

DOMAL REALTIES INCORPORATED

By-law No. 22

"That the number of directors is increased from three to four."

That on June 1952, the said By-Law was sanctioned and approved by more than two thirds in value of the shares represented by the Shareholders present at a Special General Meeting called for the considering of this above By-Law held at Montreal on June 25, 1952.

32939 JACK LIBERMAN,
President.
JOSEPH BAER,
Secretary.

VILLAGE OF SAINT JÉRÔME
COUNTY OF LAKE ST-JOHN

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 82, have been drawn by lots:

Denomination of \$500.00: D 63, 67, 75, 151,

Denomination of \$100.00: C 6, 13, 86, 96, 133.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of September 1952, from which date they shall cease to bear interest.

32940-o LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame des Monts" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 18th, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Notre-Dame des Monts, county of Charlevoix.

32941 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La

de St-Antoine de Chicoutimi", en date du 27 mai 1952, dont le siège social est situé à St-Antoine de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32945-o JEAN BRUCHÉSI.

Caisse Populaire de St-Antoine de Chicoutimi" under date May 27, 1952 whereof the head office is at St-Antoine de Chicoutimi, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 18 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32945 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

F. H. PHELAN INC.

Avis est présentement donné que la compagnie "F. H. Phelan Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30ième jour d'avril 1952.

(Signé) Le Secrétaire,
32942 LUCY PHELAN ROLLAND.

LES INDUSTRIES PATAPEDIA LIMITÉE
THE PATAPEDIA INDUSTRIES LIMITED

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Les Industries Patapédia Limitée — The Patapedia Industries Limited" donne, par les présentes, avis que cette compagnie s'adressera au Procureur Général, de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Luceville, Comté de Rimouski, ce 10 juillet 1952.

Le Secrétaire,
32943-o ROBERT ST-LAURENT.

Charters — Surrender of

F. H. PHELAN INC.

Notice is hereby given that F. H. Phelan Inc., a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of April, 1952.

(Signed) LUCY PHELAN ROLLAND,
32942-o Secretary.

LES INDUSTRIES PATAPEDIA LIMITÉE
THE PATAPEDIA INDUSTRIES LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Les Industries Patapédia Limitée — The Patapedia Industries Limited" hereby gives notice that this company will apply to the Attorney General of the province of Quebec for leave to surrender its charter and its cancellation from a date to be fixed by him.

Dated at Luceville, county of Rimouski, this 10th July 1952.

ROBERT ST-LAURENT,
32943-o Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est donné, que la compagnie "Angus Snead Macdonald Corporation", a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

L'Agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. James Brendan O'Connor, avocat, des cité et district de Montréal.

Le siège social de la compagnie dans la Province, sera établi aux soins de MM. Robertson, Abbott, Brierly & O'Connor, 275 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 juillet 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32928 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do Business

Notice is hereby given that the Company "Angus Snead Macdonald Corporation", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is James Brendan O'Connor, Advocate, of the City and District of Montreal.

The head office in the Province is to be established at C/o Messrs. Robertson, Abbott, Brierly & O'Connor, 275 St. James Street West, in the City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on July 15th, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32928-o Under Secretary of the Province.

Avis est donné, que la compagnie "Paragon Oil Company Limited", a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. George T. Tamaki, en les cité et district de Montréal.

Le siège social de la compagnie sera aux soins de MM. Stikeman et Elliott, 901 Carré Victoria, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 juillet 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32928 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the company "Paragon Oil Company Limited", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. George T. Tamaki, in the City and District of Montreal.

The head office in the Province is to be established at c/o Messrs. Stikeman and Elliott, 901 Victoria Square, in the City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on July 14th, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32928-o Under Secretary of the Province.

Avis est donné que la compagnie "Urwick, Orr & Partners, Limited", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. John Geoffrey Porteous, C.R., en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal dans la Province sera établi aux soins de MM. McMichael, Common, Howard, Ker & Cate, 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 juillet 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32928 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Company "Urwick, Orr & Partners, Limited", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. John Geoffrey Porteous, Q. C., in the City and District of Montreal.

The head office in the Province is to be established at C/o. Messrs. McMichael, Common, Howard, Ker & Cate, 260 St. James Street West, in the City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on July 14th, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32928-o Under Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bistan Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 juillet 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bistan Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated July 7, 1947.

Notice is also hereby given that from and after July 2, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, July 3, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Consolidated Shoe & Sewing Machine Corp.",

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Consolidated Shoe & Sewing Machine

constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Corp.", incorporated by letters patent dated August 24, 1951.

Notice is also given that from and after July 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, July 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Popular Jobbers, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 septembre 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Popular Jobbers, Incorporated", incorporated by letters patent dated September 6, 1935.

Notice is also given that from and after July 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, July 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Glade Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juillet 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 juillet 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Glade Corporation" incorporated by letters patent dated July 28, 1949.

Notice is also give that from and after July 2, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, July 3, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Union Jobbers Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 août 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
32928-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Union Jobbers Co. Ltd." incorporated by letters patent dated August 31st, 1933.

Notice is also given that from an after July 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, July 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32928 Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

Avis est, par les présentes, donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 25 au 29 août prochain. L'examen des candidats commencera lundi, le 25, à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au quinzisième jour d'août 1952, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination, of candidates for the position of Inspector of Schools will be held at the Laval Normal School, in Quebec, from the 25th to the 29th of August next. The examination of candidates will begin on Monday, the 25th, at two o'clock in the afternoon.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B.O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Education between this date and the fifteenth day of August, 1952, a demand to that effect, the sum

somme de dix dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Québec, le 26 juin 1952.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
32892-27-3-o O. J. DESAULNIERS.

N° 661-52.

Québec, le 30 juin 1952.
Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Chambly Canton, dans le comté de Chambly, en celui de "La Ville de Fort-Chambly", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32912-28-2-o O. J. DESAULNIERS.

of ten dollars, together with all documents required by the School Regulations.

Québec, June 26, 1952.
O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 661-52

Québec, June 30, 1952.
Application is made to change the name of the school municipality of Chambly-Canton in the county of Chambly, into that of "The Town of Fort-Chambly", same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du village de La Pointe-au-Pic division d'enregistrement de Charlevoix N° 1.

Official cadastre of the Village of Pointe-Au-Pic registration division of Charlevoix No. 1.

Avis est par la présente donné que les lots 78 A-2 et 86-2 sont annulés et les lots 78A-1 et 86-1 sont amendés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 78A-2 and 86-2 are cancelled and lots 78A-1 and 86-1 are amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 3 juillet 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
32929-o AVILA BÉDARD.

Quebec, le 3 juillet 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire (terrain situé dans la ville de Pointe-Claire), division d'enregistrement de Montréal.

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire (Now part of the Town of Pointe-Claire), registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que les lots 61-132, 61-133, 61-134 et le lot 61-79 (rue) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 61-132, 61-133, 61-134 and lot 61-79 (street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 8 juillet 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
32929-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Ministère des Finances

Department of Finance

Assurances

Insurance

AVIS DE NOMINATION D'AGENT PRINCIPAL

NOTICE OF APPOINTMENT OF CHIEF AGENT

Avis est donné par les présentes que "The Eastern Trust Company" dont le siège social est à Halifax, Nouvelle Écosse, a révoqué la nomination de monsieur C. N. Bissett à titre d'agent principal de la compagnie aux fins de recevoir la signification des procédures dans la Province et, le 20 juin 1952 a nommé aux mêmes fins monsieur Ian Graham Sewell, 134 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P. Q.

Notice is hereby given that The Eastern Trust Company, which head office is situate at Halifax, Nova Scotia, has revoked the appointment of Mr. C. N. Bissett as chief agent in this Province for the purpose of receiving service of process and, for the same purpose has appointed on the 20th of June 1952 Mr. Ian Graham Sewell, 134 St. James Street West, Montreal, P. Q.

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 28 juin 1952.

Given at the office of the Inspector of trust companies, Department of Finance, the 28th of June 1952.

Pour le Ministre des finances
de la Province
GEORGES LAFRANCE
Inspecteur des compagnies
de fidéicommis

For the Minister of Finance
of the Province
GEORGES LAFRANCE
Inspector of Trust Companies

32916-28-2-o

32916-28-2-o

AVIS DE RENOUVELLEMENT DE
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF RENEWAL OF CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que le certificat d'enregistrement des compagnies dont les noms suivent, a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1952 et finissant le 30 juin 1953.

Notice is hereby given that the certificate of registration of the following companies has been renewed for the year beginning the 1st of July 1952 and ending the 30th of June 1953.

Compagnies provinciales

Provincial companies

Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Barclays Trust Company of Canada
Canadian Trust Company (The)
Fiduciaires de la Cité et du District de Montreal
Limitée
Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Société d'Administration et de Fiducie
Société Nationale de Fiducie
Trust Général du Canada

Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Barclays Trust Company of Canada
Canadian Trust Company (The)
Montreal City and District Trustees, Limited
Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Administration and Trust Company
Société Nationale de Fiducie
General Trust of Canada

Compagnies extra-provinciales avec siège social
dans la Province

Extra-provincial companies with head office in
the Province

Commercial Trust Company Limited, 215, rue
St-Jacques, Ouest, Montréal
Prudential Trust Company Limited, 427, rue
St-Jacques, Ouest, Montréal

Commercial Trust Company Limited, 215, St
James Street West, Montreal
Prudential Trust Company Limited, 427, St.
James Street West, Montreal

Compagnies extra-provinciales avec siège social
en dehors de la Province — Nom et adresse de
leur agent dans la Province

Extra-provincial companies with head office
outside of the Province — Name and address
of their agent in the Province

Canada Permanent Trust Company (The), John
P. Rowat, 212, rue St-Jacques, Ouest, Mont-
réal
Canada Trust Company (The), W. G. Sanham,
437, rue St-Jacques, Ouest, Montréal
Chartered Trust Company, A. McLeod Murray,
388, rue St-Jacques, Ouest, Montréal
Crown Trust Company, Irving P. Rexford, 393,
rue St-Jacques, Ouest, Montréal
Eastern Trust Company (The), I. G. Sewell,
134, rue St-Jacques, Ouest, Montréal.
Guaranty Trust Company of Canada, John E.
Conner, 610, rue St-Jacques, Ouest, Montréal
National Trust Company Limited, T. W. Hodg-
son, 225, rue St-Jacques, Ouest, Montréal.
Sterling Trusts Corporation (The), Jules Savard,
C.R., 71, rue St-Pierre, Québec
Toronto General Trust Corporation (The), A.C.
Lloyd, 350, rue Notre-Dame, Ouest, Montréal

Canada Permanent Trust Company (The), John
P. Rowat, 212, St. James Street West, Mont-
real
Canada Trust Company (The), W. G. Sanham,
437, St. James Street West, Montreal
Chartered Trust Company, A. McLeod Murray
388, St. James Street West, Montreal
Crown Trust Company, Irving P. Rexford, 393,
St. James Street West, Montreal
Eastern Trust Company (The), I.G. Sewell, 134,
St. James Street West, Montreal
Guaranty Trust Company of Canada, John E.
Conner, 610 St. James Street West, Montreal.
National Trust Company Limited, T. W. Hodg-
son, 225, St. James Street West, Montreal
Sterling Trusts Corporation (The), Jules Savard,
Q.C., 71 St. Peter Street, Quebec
Toronto General Trust Corporation (The), A.C.
Lloyd, 350, Notre-Dame Street West, Mont-
real

Compagnie étrangère — Nom et adresse de son
agent dans la Province

Foreign company — Name and address of its
agent in the Province

British Empire Trust Company Limited (The),
Guy Tombs, 1111, Beaver Hall Hill, Montréal

British Empire Trust Company Limited (The),
Guy Tombs, 1111, Beaver Hall Hill, Montreal

Donné au bureau de l'Inspecteur des compa-
gnies de fidéicommis; Ministère des finances, le
10 juillet, 1952

Given at the office of the Inspector of Trust
Companies, Department of Finance, this 10th
of July 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province

For the Minister of Finance of the Province

GEORGES LAFRANCE

GEORGES LAFRANCE

Inspecteur des compagnies

Inspector of Trust

de fidéicommis.

Companies

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Attendu que "The National-Liverpool Insurance Company", dont le siège social est à Montréal, Province de Québec, a réassuré tous ses contrats d'assurance effectués dans cette Province avec "The Globe Indemnity Company of Canada", dont le siège social est à Montréal, Province de Québec, en vertu d'un contrat intervenu entre ces deux corporations et prenant effet le 1er janvier 1952;

Attendu que "The National-Liverpool Insurance Company", s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec.

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "The National-Liverpool Insurance Company" est annulé à compter du 1er janvier 1952.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 juillet 1952.

Pour le Ministre des finances,

GEORGES LAFRANCE,

32931-29-2-o

Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE
AND REGISTRATION

Whereas "The National-Liverpool Insurance Company", whose head office is situated at Montreal, Province of Quebec, has reinsured all its contracts of insurance effected in this Province with "The Globe Indemnity Company of Canada", whose head office is situated at Montreal, Province of Quebec, according to a contract entered into by these two corporations and taking effect on the 1st of January 1952;

Whereas "The National-Liverpool Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "The National-Liverpool Insurance Company", is cancelled as from the 1st of January 1952.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10th of July 1952.

For the Minister of Finance,

GEORGES LAFRANCE,

32931-29-2-o

Superintendent of Insurance.

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, dans la Cour Supérieure, cause N° 13,753. J.-A. BOILY, marchand, domicilié sur la rue St-Aimé, en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, demandeur; vs ERNEST BELLEY, alias Jos. Charles Belley résidant à 295 rue St-Pierre, en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, récemment décédé, défendeur; et SUN LIFE INSURANCE CO. OF CAN LTD., Tierce-saisie; et E. LEBLANC LTÉE, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, créancière.

AVIS AUX CRÉANCIERS

Le 19 juin 1952 sur l'ordre de l'honorable Juge J.-Alfred Dion, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Ernest Belley, de son vivant résidant à 295 St-Pierre, en la ville de Jonquière, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leur réclamation, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Chicoutimi dans les 15 jours de la date de la 1ère insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673, 674 et 694 du Code de Procédure Civile.

Le Protonotaire de la Cour Supérieure,

district de Chicoutimi,

32932-29-2-o

LÉONIDAS GAGNÉ.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, in the Superior Court, Case No. 13,753. J.-A. BOILY, merchant, domiciled on St. Aimé street, in the Town of Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff; vs ERNEST BELLEY, alias Jos. Charles Belley, residing at 295 St. Pierre street, in the Town of Jonquière, district of Chicoutimi, recently deceased, defendant; and SUN LIFE INSURANCE CO. OF CAN LTD., garnishee; and E. LEBLANC LTÉE, a body politic and corporate having its principal place of business in the Town of Jonquière, district of Chicoutimi, creditor.

NOTICE TO CREDITORS

On the 19th of June, 1952, upon the order of Honourable Justice J.-Alfred Dion, seeing the allegation of insolvency of the said Ernest Belley, in his lifetime residing at 295 St-Pierre street, in the Town of Jonquière, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims, are now called upon to file same in this case, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Chicoutimi, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673, 674 and 694 of the Code of Civil Procedure.

LÉONIDAS GAGNÉ,

Prothonotary of the Superior Court,

32932-29-2

district of Chicoutimi.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la Loi relative aux titres

de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay (12 Geo. VI, chapitre 37, et 14-15 Georges VI, chapitre 39), le Ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés dans le district électoral de Gaspé Sud, pour cette partie du Village de Gaspé comprenant les lots 1 à 120 avec leurs subdivisions respectives et 231 à 251, tous situés dans le premier rang;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, il a fait déposer:

1° le 9 avril 1952, les originaux des plan et livre de renvoi révisés aux archives du Département des Terres et Forêts;

2° le premier mai 1952, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au bureau de la Division d'enregistrement de Gaspé à Percé; et

3° le premier mai 1952, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Gaspé.

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 574 du 21 mai 1952, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

l'application à cette partie de la municipalité du village de Gaspé comprenant les lots 1 à 120 avec leurs subdivisions respectives et les lots 231 à 251, tous situés dans le premier rang, des dispositions de la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay (12 Geo. VI, chapitre 37 et 14-15 Geo. VI, chapitre 39); et

la publication de la présente proclamation:

a) fixant au trente juin 1952, la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés pour cette partie du village de Gaspé, comprenant les lots 1 à 120 avec leurs subdivisions respectives et 231 à 251, tous situés dans le Premier Rang;

b) indiquant qu'une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Gaspé;

c) informant le public que, pendant les huit mois qui suivent la deuxième et dernière publication dans la Gazette officielle de Québec, tout intéressé peut consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plan et livre de renvoi révisés de cette partie ci-haut décrite du village de Gaspé;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le cadastre ci-haut mentionné, pour lequel des plan et livre de renvoi révisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General.

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the

electoral district of Saguenay (12 Geo. VI, chapter 37, and 14-15 George VI, chapter 39), the Minister of Lands and Forests has drawn up a revised plan and a book of reference in the electoral district of Gaspé South, for that part of the Village of Gaspé comprising lots 1 to 120 with their respective subdivisions and 231 to 251, all situate in the first range;

WHEREAS, pursuant to the provisions of sections 2 and 3 of the said law, he has caused to be deposited:

1. on April 9th, 1952, the originals of the revised plan and book of reference in the archives of the Department of Lands and Forests;

2. on May first, 1952, a certified copy of the said plan and book of reference in the office of the Registration Division of Gaspé, at Percé; and

3. on May first, 1952, a certified copy of the said plan and book of reference in the office of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Village of Gaspé.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided in Section 4, of the said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in the order in Council No. 574 of May 21, 1952, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain:

the application, to that part of the municipality of the Village of Gaspé comprising lots 1 to 120 with their respective subdivisions and lots 231 to 251, all situate in the first range, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay (12 Geo. VI, chapter 37 and 14-15 Geo. VI, chapter 39); and

the publication of the present proclamation:

a) fixing to the thirtieth of June 1952, the date of the coming into force of the revised plan and book of reference for that part of the village of Gaspé, comprising lots 1 to 120 with their respective subdivisions and 231 to 251, all situate in the First Range;

b) indicating that a certified copy of the said revised plan and book of reference has been deposited in the office of the Registration Division of Gaspé, at Percé, and at the office of the Secretary-treasurer of the Municipal Corporation of the village of Gaspé;

c) informing the public that during the eight months following the second and last publication in the Quebec Official Gazette, any interested person may consult the said revised plan and book of reference without charge;

d) giving notice that, at the expiration of such delay and except in the case of a written opposition from an interested party, the Minister of Lands and Forests will deliver a certificat of ownership to any occupant of an immoveable entered on the revised plan and in the book of reference of that part above described of the Village of Gaspé;

e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the cadastre above mentioned for which a revised plan and book of reference has been deposited, be renewed within the same

en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172-A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de mai en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
32915-28-2-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU que le conseil de la municipalité de la paroisse de Ste-Rose Est, a soumis pour approbation son règlement numéro 93, à l'effet de soumettre le territoire de la municipalité à la juridiction de la Cour du recorder de la ville de Ste-Rose;

ATTENDU que le conseil de la Ville de Ste-Rose, par son règlement N° 313, a concouru dans la teneur de ce règlement du conseil de la municipalité de la paroisse de Ste-Rose-Est;

ATTENDU que ces règlements ont été approuvés conformément à la loi et que toutes les formalités prescrites ont été remplies;

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 27 juin 1952, portant le N° 747, et vu les dispositions des articles 693 à 697 inclusivement de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233), et des articles 3 à 7 inclusivement de la Loi des cours de recorder (Statuts refondus 1941, chapitre 17), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente-et-un jours après la date de la publication de la présente proclamation, le territoire de la municipalité de la paroisse de Ste-Rose-Est, sera soumis à la juridiction de la Cour du recorder établie dans la municipalité de la ville de Ste-Rose, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner

delay, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172A of the Civil Code;

f) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of May, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
32915-28-2 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS, the council of the municipality of the parish of Ste-Rose-East, has submitted for approval its By-law Number 93, to the effect of submitting the territory of the municipality to the jurisdiction of the Recorder's Court of the Town of Ste-Rose;

WHEREAS the council of the Town of Ste-Rose, by its By-law No. 313, has agreed with the tenor of the said by-law of the council of the municipality of the parish of Ste-Rose-East;

WHEREAS the said by-laws were approved according to law and all the formalities prescribed have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated the 27th of June, 1952, bearing No. 747, and seeing the provisions of sections 693 to 697 inclusively of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), and sections 3 to 7 of the Recorder's Courts Act (Revised Statutes 1941, chapter 17), We have enacted and do enact that from and after thirty-one days following the date of the publication of the present proclamation, the territory of the municipality of the parish of Ste-Rose-East, shall be subject to the jurisdiction of the Recorder's Court established in the municipality of the Town of Ste-Rose, as if both municipalities formed but one, for such purpose only.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are

son requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de juin en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
32928-o JEAN BRUCHÉSI.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
32928 Under Secretary of the Province.

Ratification de titre

AVIS

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, N° 7450, Cour supérieure.

Avis est par les présentes donné, qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure un acte de vente passé le premier jour d'avril 1952 devant Me André Dumont, notaire, entre M. J. Paul Vermette, en sa qualité de liquidateur de Labbé & Frères Inc., agissant selon les dispositions du chapitre 213 des Statuts Révisés du Canada 1927 et ses amendements, et, Jean Louis Phénix, de la Municipalité d'Upton, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe.

L'immeuble mentionné dans cet acte de vente y est décrit tel que suit:

“Un immeuble, situé en la Ville d'Acton Vale, au coin des rues Water et John, comprenant:

1° Un terrain connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent cinquante-trois, et deux cent cinquante-quatre (244, 247, 248, 253 et 254) des plan et livre de renvoi officiels du village d'Acton Vale, aujourd'hui ville du même nom;

A distraire desdits lots numéros deux cent cinquante-trois et deux cent cinquante-quatre un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, donné par J. Edmour Gagnon à Nazaire Gagnon, suivant clause de donation entrevifs insérée dans un acte de prêt consenti par la Caisse populaire de St-André d'Acton audit Nazaire Gagnon, devant Me G. A. Deslandes, Notaire, le 14 juillet 1945, enregistré à Bagot sous le numéro 81,660;

2° Toutes les bâtisses érigées sur le susdit immeuble, circonstances et dépendances;”

L'immeuble ci-haut décrit a durant la période de trois ans qui précède le présent avis été en la possession de Labbé & Frère Inc., cette corporation ayant acquis ce même immeuble de Léo Labbé, Lucien Labbé, Dollard Fugère et Arthur H. Gauthier, ces derniers l'ayant conjointement acquis de M. Laurent Dumont.

Tous créanciers de la compagnie plus haut mentionnée ou toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble plus haut mentionné sont avisés qu'à moins d'exercer, dans les quinze jours qui suivent la

Confirmation of Title

NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of St-Hyacinthe, Superior Court No. 7450.

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court of the District of St-Hyacinthe, a deed of sale entered into on the first day of April 1952, before Me André Dumont, notary, between Mr. J. Paul Vermette, in his capacity of liquidator of Labbé & Freres Inc., and acting under the provisions of chapter 213 of the Revised Statutes of Canada, 1927, and its amendments, and, Mr. Jean Louis Phenix of the Municipality of Upton, Bagot County, district of St-Hyacinthe.

The immoveable mentioned in the said deed of sale, is described therein as follows:

“An immoveable, situated at Acton Vale, at the corner of Water and John streets, known and designated as being lots number two hundred and forty four, two hundred and forty seven, two hundred and forty eight, two hundred and fifty three, and two hundred and fifty four (244, 247, 248, 253 and 254) of the Official plan and book of reference of the village of Acton Vale, today town of the same name;

To be subtracted from the said lots number two hundred and fifty three and two hundred and fifty four, a piece of land forty five feet in width by eighty feet in depth, given by J. Edmour Gagnon to Nazaire Gagnon, in accordance with a clause of gift inter vivos inserted in a deed of loan made by La Caisse Populaire de St-André d'Acton to the said Nazaire Gagnon, before Me G. A. Deslandes, notary, on July 14th 1945, registered in Bagot under number 81,660;

All the buildings accessories and appurtenances erected on the foregoing immoveable.”

The immoveable hereinabove described has, during the period of three years preceding the present notice been in the possession of Labbé & Frère Inc., the said corporation having acquired this same immoveable from Léo Labbé, Lucien Labbé, Dollard Fugere and Arthur H. Gauthier, the latter having acquired it jointly from Mr. Laurent Dumont.

Any creditor of the above mentioned company or any person having any mortgage interest or immovable right against the above mentioned immovable are hereby advised that unless they exercise, within 15 days after the last insertion of the

dernière insertion de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, le droit de surenchère qu'elles ont en vertu des articles 9 et suivants de 1941 S.R.Q. ch. 342, elles seront pour toujours forecloses de la faire et l'effet du décret s'appliquera alors à la vente plus haut mentionnée.

St-Hyacinthe, ce 8e jour de juillet 1952.

Le Protonotaire de la Cour supérieure,
District de St-Hyacinthe,
LIONEL LEBLANC.

32933-29-2-o

present notice in the *Quebec Official Gazette*, the right of overbidding they have in accordance with section 9 and following of 1941, S.R.Q. chapter 342 they will be forever precluded from the right of so doing and the above mentioned immovable shall be free from all real right encumbering it.

St-Hyacinthe, the 8th day of July 1952.

Prothonotary of the Superior Court,
District of St-Hyacinthe,
LIONEL LEBLANC.

32933-29-2-o

Sièges sociaux

GEORGE A. WATSON (QUEBEC) LIMITED

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "George A. Watson (Quebec) Limited", constituée en corporation, conformément à la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26ième jour de février 1952, et ayant son siège social en la cité et district de Montréal en la province de Québec, a établi son bureau à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, ce 30e jour de mai 1952.

GEORGE A. WATSON (QUEBEC) LIMITED
(Sceau) par le Président,
J. M. McINTOSH.

32944

Avis est donné que la Compagnie "A. Billet Ltée", constituée en corporation par lettres patentes du Gouvernement de la Province de Québec, en date du 24 avril 1952, et ayant son bureau principal dans le district de Montréal, a établi son bureau au numéro 367, Boulevard Taschereau, à Pont-Viau, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16 mai 1952.

Le Président,
F. A. BEAULIEU.

32946-o

Canada, Province de Québec, Comté de Terrebonne.

Avis est par les présentes donné que le siège social de Hôpital Saint-Paul Inc. est situé sur la rue Ouimet à St-Jovite, dans le comté de Terrebonne, dans la bâtisse de l'Hôpital qui ne porte pas de numéro civique.

Saint-Jovite, ce 5 juillet, 1952.

Le Secrétaire,
Signé: JEAN PAUL FRANCOEUR

32947-o

Vente pour taxes

Province de Québec — District de Bedford

VILLE DE WATERLOO
(Comté de Shefford)

Avis est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, à l'hôtel de ville de Waterloo, dans la salle du conseil, le TREIZE AOÛT 1952, à DIX heures du matin, en vertu de la loi des

Head Offices

GEORGE A. WATSON (QUEBEC) LIMITED

Notice is hereby given that "George A. Watson (Quebec) Limited", incorporated pursuant to The Quebec Companies' Act by letters patent dated the 26th day of February, 1952, and having its Head Office in the City and District of Montreal in the Province of Quebec, has established its office at 1449 St. Alexander Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Toronto, Ontario, this 30th day of May, 1952.

GEORGE A. WATSON (QUEBEC) LIMITED
per J. M. McINTOSH,
President.

32944-o

Notice is hereby given that the company "A. Billet Ltée", incorporated by letters patent by the Government of the Province of Quebec dated April 24, 1952, and having its head office in the district of Montreal, has established its office at number 367, Boulevard Taschereau, at Pont-Viau, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, May 16, 1952.

F. A. BEAULIEU,
President.

32946

Canada, Province of Quebec, County of Terrebonne.

Notice is hereby given that the head office of the Hôpital Saint-Paul Inc., is situated on Ouimet street at St-Jovite, in the county of Terrebonne, in the hospital building which bears no civic number.

Saint-Jovite, July 5, 1952.

Signed: JEAN PAUL FRANCOEUR
Secretary.

32947

Sale for Taxes

Province of Quebec — District of Bedford

TOWN OF WATERLOO
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that the properties hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the town Hall of the Town of Waterloo, in the council room, on the THIRTEENTH day of AUGUST 1952, at TEN o'clock in

cités et villes pour satisfaire au paiement des taxes municipales, intérêts et frais à être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

the morning, under the authority of the Cities and Towns Act, to satisfy the payment of the municipal taxes, interest and costs to be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom Name	No de cadastre Cadastral No.	Montant dû Amount due
Lucia Graves		\$6 00
<p>Toute cette partie du lot 1033, moins certains emplacements connus comme étant les lots Nos 1031, 1032 et 1033 pour former 68 pieds à partir du côté ouest de l'édifice à deux étages connu comme l'édifice brun et actuellement occupé par M. F. Daughtier sur toute la largeur de la partie de lot, c'est-à-dire: du sud au nord y compris ledit édifice à deux étages, servant de boutique de forgeron et autres bâtisses, sauf le bureau adjacent audit édifice brun au coin sud-ouest.</p>		
<p>All that part of lot 1033 less certain emplacements known as being nos 1031, 1032 and 1033, to form 68 feet from the West side of the two storey building known as the brown building and now occupied by M. F. Daughtier, upon the whole width of said lot and part of lot, that is: from South to North with the said two storey building blacksmith shop and other buildings, save and except the office adjoining the said brown building at its South-West corner.</p>		
Wilfrid Dussault		1,291.75
<p>Lot 472 et cette partie du lot 476 au nord, mesurant 63 pieds de largeur, par 80 pieds de profondeur à compter de la ligne de division entre ledit lot et le lot 310, en allant vers le sud sans bâtisse. Ladite partie de lot est bornée comme suit au nord par le lot 310, à l'est par le lot 472, au sud par le résidu ou partie sud du lot 476 et à l'ouest par le lot 477.</p>		
<p>Lot No 472 and that part of lot 476 at the north of the said lot, measuring 63 feet in width, by 80 feet in depth from the division line between said lot and lot 310, towards the South without building. The said part is bound as follows: On the North by lot 310, on the East by lot 472, at the South by the rest or the South part of lot 476 and on the West side by lot No. 477.</p>		
Marcel A. Robert		136.50
<p>Toute cette partie du lot 167, après déduction des parties suivantes vendues à la corporation de la ville de Waterloo par actes enregistrés sous les nos 59324 et 93189 et à J. J. Ryan et successeurs par actes enregistrés sous les nos 41221, 50002, 55539 et 98609.</p>		
<p>All that part of lot 167 after deduction of the parts sold to the corporation of the Town of Waterloo by registered deeds under No. 59324 and 93189 and to J. J. Ryan and heirs by registered deeds under Nos 41221, 50002, 55539 and 98609.</p>		
Lionel Auclair		11.40
<p>Partie du lot 1049, présentement occupée par ledit Auclair sur le côté est du chemin public, borné au sud, à l'est et au nord par la partie dudit lot appartenant à Irvin Slack, et à l'ouest par le chemin public, de la contenance que ledit emplacement peut avoir.</p>		
<p>Part of lot 1049, presently occupied by the said Auclair on the East side of the public road, bounded on the South, East and the North by the part of same lot belonging to Irvin Slack, and on the West side by the public road, of the superficies that the said emplacement may have.</p>		

Donné sous mon seing à Waterloo, le 11 juillet 1952.

Given under my hand at Waterloo, on the 11th of July, 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY GENEST.

GUY GENEST,
Secretary-treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALE

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

KAMOURASKA

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Kamouraska

N° 16682 } J. L. THÉRIAULT & FILS LTÉE,
 } J. corps social et politique légalement constituée, avec siège social à Québec, 710, Première Avenue, Québec, demandeur; vs EDMOND PATENAUDE, Sully, Co. Témiscouata, P. Q., défendeur.

No. 16682 } J. L. THÉRIAULT & FILS LTÉE,
 } J. a body politic and corporate having its head office at Quebec, at 710 First Avenue, Quebec, plaintiff; vs EDMOND PATENAUDE, of Sully, county of Témiscouata, P. Q., defendant.

Le lot de terre numéro 49, rang IV, Canton Escourt. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

The lot of land number 49, range IV, Township of Escourt. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sully, LUNDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'AOUT, 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold, at the church door of the parish of Sully, on Monday, the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 10 juillet 1952. 32935-29-2-o
[Première insertion: 19 juillet 1952]

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, July 10, 1952. 32935-29-2
[First insertion: July 19, 1952]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

C. S. — District de Montréal

Montreal, à savoir: { MARCEL PAGÉ et
N° 304699 { HÉRVÉ PAGÉ, tous
deux marchands de bois de
la ville de Plage Laval, faisant affaires ensemble
sous le nom et raison sociale de PAGÉ & FRÈ-
RES, demandeurs; vs JEAN SERGE PARTHE-
NAIS, défendeur.

Un terrain ayant front sur le Boulevard
Levesque, dans la paroisse de St-François de
Sales, connu et désigné au cadastre de la paroisse
de St-François de Sales comme étant le lot deux
(2) de la subdivision du lot numéro quatorze (14),
avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de St-François de Sales, comté de
Laval, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de
JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 25 juin 1952. 32878-26-2

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, District de Montréal

Montréal, à savoir: { PAUL-ÉMILE DES-
N° 223260 { PRÉS, demandeur, vs
Dame veuve PAUL PRI-
MEAU, défenderesse.

"La terre située dans la Ville de Pont-Viau,
ayant front sur la rue Lahaie, connue et dési-
gnée sous le N° 1-73 de la subdivision du N°
trente-quatre (34-1-73) au cadastre officiel de
la paroisse de St-Vincent de Paul. Borné vers
le nord-est par le N° 34-1-75a rue Lahaie, vers
le sud-ouest par le N° 34-1-104, vers le sud-est
par le N° 34-1-74, vers le nord-Ouest par le N°
34-1-72, mesurant en largeur trente-cinq (35')
pieds, par une profondeur de soixante et dix-
sept (77') pieds contenant en superficie deux
mille six cent quatre vingt quinze (2695') pieds.

Un emplacement situé dans la Ville de Pont-
Viau ayant front sur la rue St-Hubert et composé
de: La partie sud-ouest du lot de terre désigné
sous le N° un de la subdivision du N° vingt-et-
un (21-1 ptie S.O.) au cadastre officiel de la pa-
roisse de St-Vincent de Paul, de forme trian-
gulaire, mesurant dans la ligne nord soixante-
six pieds et cinquante-sept centièmes de pieds
(66.57'), dans la ligne est trente-et-un pieds
et trente-deux centièmes de pieds (31.32'),
dans la ligne sud-ouest soixante-neuf pieds et
cinq dixièmes de pieds (69.5'), borné au nord
par la partie ci-après désignée du lot un de la
subdivision du N° vingt-deux au dit cadastre,
à l'est par le résidu du dit lot N° un de la sub-
division dudit N° vingt-et-un, lequel résidu
appartient à Henri Cousineau ou représentants,
au sud-ouest par le lot originaire vingt-et-un au
dit cadastre ou chemin public;

La partie sud-ouest du lot de terre désigné
sous le N° un de la subdivision du N° vingt-
deux (22-1 ptie S.O.) au dit cadastre officiel de
la paroisse de St-Vincent de Paul, de forme irrè-
gulière, mesurant dans la ligne nord, cent huit
(108') pieds, dans la ligne est quarante-sept pieds
et soixante-huit centièmes de pieds (47.68'),
dans la ligne sud soixante-six pieds et cinquante-
sept centièmes de pieds (66.57'), dans la ligne
sud-ouest quarante-neuf (49') pieds, dans la
ligne ouest vingt-six (26') pieds, borné au nord
par le lot originaire vingt-trois au dit cadastre,
à l'est par le résidu du dit lot N° un de la sub-
division du dit N° vingt-deux, lequel résidu ap-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C. — District of Montreal

Montreal to wit: { MARCEL PAGÉ and
No. 304699 { HÉRVÉ PAGÉ, both
lumber merchants, of the
Town of Plage Laval, carrying on business to-
gether under the firm name and style of PAGÉ &
FRÈRES, plaintiffs; vs JEAN SERGE PAR-
THENNAIS, defendant.

A lot of land fronting on Levesque Boulevard,
in the parish of St-François de Sales, known and
designated on the cadastre for the parish of
St-François de Sales as being lot two (2) of the
subdivision of lot number fourteen (14) with all
the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of St-François de Sales, county of Laval,
on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 25, 1952. 32878-26-2-0

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { PAUL EMILE DES-
No. 223260 { PRÉS, plaintiff; vs Dame
widow PAUL PRIMEAU,
defendant.

The emplacement situate in the Town of
Pont-Viau, fronting on Lahaie street, known,
and designated as No. 1-73 of the subdivision
of No. thirty-four (34-1-73) on the official ca-
dastre for the parish of St-Vincent de Paul.
Bounded towards the northeast by No. 34-1-
75a Lahaie street, towards the southwest, by
No. 34-1-104, towards the southeast by No. 34-
1-74, towards the northwest by No. 34-1-72,
measuring thirty-five feet (35') in width, by a
depth of seventy-seven (77') feet, containing a
superficial area of two thousand six hundred and
ninety-five feet (2695').

An emplacement situate in the Town of Pont-
Viau, fronting on St-Hubert street and composed
of: The southwest part of the lot of land designat-
ed as number one of the subdivision of number
twenty-one (21-1 S.W. Pt.) on the official ca-
dastre for the parish of St-Vincent de Paul, of
triangular figure, measuring, in the north line,
sixty-six feet and fifty-seven hundredths of a
foot (66.57'), in the east line thirty-one feet and
thirty-two hundredths of a foot (31.32'), in the
southwest line sixty-nine feet and five tenths of
a foot (69.5'), bounded on the north by the part
hereinafter described of lot one of the subdivision
of number twenty-two of the said cadastre, on
the east by the residue of said lot number one of
the subdivision of said number twenty-one, the
said residue belonging to Henri Cousineau or re-
presentatives, on the southwest by original lot
twenty-one of said cadastre or the public road;

The southwest of the lot of land designated
as number one of the subdivision of number
twenty-two (22-1 S.W. Pt) of said official ca-
dastre for the parish of St-Vincent de Paul, of
irregular figure, measuring, in the north line,
one hundred and eight feet (108'), in the east
line forty-seven feet and sixty-eight hundredths
of a foot (47.68'), in the south line sixty-six feet
and fifty-seven hundredths of a foot (66.57'), in
the southwest line forty-nine feet (49'), in the
west line twenty-six feet (26'), bounded on the
north by original lot twenty-three of said ca-
dastre, on the east by the residue of said lot
number one of the subdivision of said number

partient à Henri Cousineau ou représentants, au sud par la partie ci-dessus désignée du lot un de la subdivision du N° vingt-et-un au dit cadastre, au sud-ouest par le lot originaire vingt-deux au dit cadastre ou chemin public, à l'ouest par le chemin public ou dite rue St-Hubert, avec une maison à deux logis (N° 1 et 3 de la dite rue St-Hubert)."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St. Christophe de Pont Viau, le TRENTE-ET-UNIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Montréal, 25 juin 1952. CAISSE & HURTEAU. 32877-26-2-0

twenty-two, the said residue belonging to Henri Cousineau, or representatives, on the south by the portion hereinabove described of lot one of the subdivision of number twenty-one of said cadastre, on the southwest by original lot twenty-two of said cadastre or the public road, on the west by the public road or said St-Hubert street—with a two dwelling house (Nos. 1 and 3 of said St-Hubert street).

To be sold, at the parochial church door of the parish of St. Christophe de Pont-Viau, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
 Montreal, June 25, 1952. Sheriff. 32877-26-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DAME ROSE ANNA
 N° 54721. HUARD, épouse séparée de corps et de biens de

Joseph L'Heureux, ci-devant de Les Écureuils, comté de Portneuf, actuellement de Loretteville, district de Québec; contre JOSEPH L'HEUREUX, ci-devant de Les Écureuils, comté de Portneuf, actuellement de Loretteville, district de Québec, savoir:

La subdivision N° 20 (vingt) du lot N° 626 (six cent vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant un emplacement situé en la ville de Loretteville, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Québec, 15 juillet 1952. AIMÉ DION. 32948-29-2-0
 [Première insertion: 19 juillet 1952.]
 [Deuxième insertion: 2 août 1952.]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, { CHARLES DESJARDINS
 N° 21479. } garage de la paroisse
 de St-Jérôme district de Terrebonne, demandeur, vs GEORGES JOLICOEUR, de la paroisse de St-Colomban, district de Terrebonne., défendeur.

"Toute cette partie du N° 17 des plan et livre de renvoi officiels faits pour la paroisse de St-Colomban et partie du chemin public au sud et se prolongeant sur une distance de huit arpents, jusqu'à la partie du dit lot vendu à Ubald St-Vincent le 15 décembre 1948."

La dite partie d'immeuble saisie comprenant une superficie de huit arpents de hauteur sur 1½ arpent de largeur.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Colomban le DEUXIEME jour d'AOÛT 1952 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 St-Jérôme, le 20 juin 1952. ALB. FOURNELLE. 32865-26-2-0

Canada, Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, { PAUL DENIS GARON,
 N° 21343. } concierge, résidant et domicilié à 4585 rue Berri, dans les

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DAME ROSE ANNA
 No. 54721. HUARD, wife separate

as to bed and board of Joseph L'Heureux, heretofore of Les Écureuils, county of Portneuf, now of Loretteville, district of Quebec; against JOSEPH L'HEUREUX, heretofore of Les Écureuils, county of Portneuf, now of Loretteville, district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 20 (twenty) of lot No. 626 (six hundred and twenty-six) of the official cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being an emplacement situate in the Town of Loretteville — with the buildings thereon reected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parish church door of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, AIMÉ DION,
 Quebec, July 15, 1952. Sheriff. 32948-29-2
 [First insertion: July 19, 1952.]
 [Second insertion: August 2, 1952]

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
 District of Terrebonne

Superior Court, { CHARLES DESJARDINS
 No. 21479. } garage for the parish
 of St-Jérôme, district de Terrebonne, plaintiff, vs GEORGES JOLICOEUR, for the parish of St-Colomban, district of Terrebonne, defendant.

"All that part of lot No. 17 of the official plan and book of reference for the Parish of St-Colomban and part of the public, road on the south extending a distance of eight arpents up to the line of the part of said lot sold to Ubald St-Vincent on December 15th, 1948,

As an area of eight arpents in depth by 1½ arpent wide."

To be sold at the Catholic Church door of St-Colomban on the SECOND day of AUGUST 1952 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ALB. FOURNELLE,
 St-Jérôme, June 20th, 1952. Sheriff. 32865-65-2-0

Canada, Province of Quebec
 District of Terrebonne

Superior Court, { PAUL DENIS GARON, janitor, residing at 4585 Berri Street, in the city and district

cité et district de Montréal, et CAMILLE GARON, cultivateur, résidant et domicilié à St-Denis de Kamouraska, district de Kamouraska, demandeurs; vs PAUL CARDINAL, des cité et district de Montréal, et ayant élu domicile aux fins des présentes au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Terrebonne, défendeur; et J. VICTOR LEONARD, de St-Jérôme, district de Terrebonne, et BENOIT TURBIDE de Ste-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, tous deux en leur qualité de régistrateurs conjoints pour la division d'enregistrement de Terrebonne, mis-en-cause.

Une terre située en la Concession de la Grande-Ligne, dans la Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro sept cent soixante-seize (pte. 776) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant deux arpents de largeur par la profondeur existant entre le chemin de la Grande-Ligne et le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, et bornée comme suit: En avant, vers le sud-ouest, par le chemin de la Grande-Ligne; en arrière, vers le nord-est, par le chemin de fer du Pacifique Canadien; d'un côté vers le nord-ouest, par partie du lot N° 775, du même cadastre, appartenant à David Slodovnick, et de l'autre côté vers le sud-est, par partie dudit lot N° 776, appartenant à Dollard Roberge; avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Sauf et à distraire de ladite terre, la partie de terrain expropriée par le Gouvernement de la Province de Québec, pour l'élargissement de la Route Nationale N° 11;

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Thérèse de Blainville le DEUXIÈME jour D'AOÛT 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE,
St-Jérôme, le 20 juin 1952. 32866-26-2-o

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { RENÉ GASCON, marchand de la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur; vs AQUILA LABELLE, gentilhomme de la ville de Ste-Rose, défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf (P-29) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Ste-Rose, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Rose de Laval le VINGTIÈME jour du mois d'AOÛT 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Terrebonne,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE,
St-Jérôme, le 9 juillet 1952. 32936-29-2-o

of Montreal, and CAMILLE GARON, farmer, residing at St-Denis of Kamouraska, district of Kamouraska, plaintiffs, vs PAUL CARDINAL, of the city and district of Montreal, and having elected domicile for the purposes hereof at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Terrebonne, defendant; and J. VICTOR LEONARD, of St-Jérôme, district of Terrebonne, and BENOIT TURBIDE of Ste-Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, both in their quality of joint registrar for the Registration Division of Terrebonne, mis-en-cause.

A farm in the Grande-Ligne concession, in the parish of Ste-Thérèse de Blainville, known and designated as forming part of lot number seven hundred and seventy-six (Pt. 776) on the official cadastre for the parish of Ste-Thérèse de Blainville, measuring two arpents in width by the depth existing between the Grande-Ligne road and the Canadian Pacific Railway, and bounded as follows: In front, towards the southwest, by the Grande-Ligne road; in rear, towards the northeast by the Canadian Pacific Railway; on one side to the northwest, by part of lot No. 775 of the same cadastre, belonging to David Slodovnick, and on the other side, to the southeast, by part of said lot No. 776, belonging to Dollard Roberge; with the house and other buildings thereon erected.

Save and to be deducted from said farm, that portion of land expropriated by the Government of the Province of Quebec for the widening of the National Highway No. 11;

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immoveable.

To be sold, at the Catholic church door of Ste-Thérèse de Blainville, on the SECOND day of AUGUST, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, June 20, 1952. 32866-26-2-o

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { RENÉ GASCON, merchant No. 11,115. { of the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff; vs AQUILA LABELLE, gentleman of the city of Ste-Rose de Laval, defendant.

An emplacement being part of lot known and designated under number twenty-nine (P-29) of the official plan and book of reference of the town of Ste-Rose of Laval, with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic church of the town of Ste-Rose of Laval on the TWENTIETH day of AUGUST 1952 at TEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff of Terrebonne.
St-Jérôme, July 9th, 1952. 32936-29-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 29

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Deltorchio vs Houle. 1775

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1771

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Deltorchio vs Houle. 1775

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1771

RÉCEPTION DES ANNONCES:	1771	RECEIPT OF ADVERTISING COPIES	1771
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Barnabé & Fils Ltée (Directeurs).....	1776	Barnabé & Fils Ltée (Directors).....	1776
Domal Realities Incorporated (Directeurs).....	1776	Domal Realities Incorporated (Directors).....	1776
La Caisse Populaire de St-Antoine de Chicoutimi (Fondation).....	1776	La Caisse Populaire de St-Antoine de Chicoutimi (Foundation).....	1776
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame des Monts (Formation).....	1776	Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame des Monts (Formation).....	1776
St-Jérôme, village (Tirage d'obligations)	1776	St-Jérôme, village (Drawing of bonds)	1776
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
F. H. Phelan Inc.....	1777	F. H. Phelan Inc.....	1777
Les Industries Patapédia Limitée — The Patapédia Industries Limited...	1777	Les Industries Patapédia Limitée — The Patapédia Industries Limited...	1777
COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:	
Angus Snead Macdonald Corporation..	1777	Angus Snead Macdonald Corporation..	1777
Paragon Oil Company Limited.....	1778	Paragon Oil Company Limited.....	1778
Urwick, Orr & Partners, Limited.....	1778	Urwick, Orr & Partners, Limited.....	1778
COMPAGNIES DISSOUTES:		COMPANIES DISSOLVED:	
Bistan Investments Ltd.....	1778	Bistan Investments Ltd.....	1778
Consolidated Shoe & Sewing Machine Corp.....	1778	Consolidated Shoe & Sewing Machine Corp.....	1778
Popular Jobbers, Incorporated.....	1779	Popular Jobbers, Incorporated.....	1779
The Glade Corporation.....	1779	The Glade Corporation.....	1779
Union Jobbers Co. Ltd.....	1779	Union Jobbers Co. Ltd.....	1779
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE: <i>Municipalité scolaire de:</i>		EDUCATION: <i>School Municipality of:</i>	
Chambly canton.....	1780	Chambly township.....	1780
Examens des aspirants d'inspecteurs d'écoles.....	1779	Examination of candidates for school inspectors.....	1779
TERRES ET FORETS: <i>Service du Cadastre:</i>		LANDS AND FOREST: <i>Cadastral Branch:</i>	
Pointe-au-Pic, village.....	1780	Pointe-au-Pic, village.....	1780
Pointe-Claire, paroisse.....	1780	Pointe-Claire, parish.....	1780
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Abitibi Glassheat Inc.....	1772	Abitibi Glassheat Inc.....	1772
Cie de Gaz Propane de Joliette Limitée — Joliette Propane Gas Co. Limited.	1773	Cie de Gaz Propane de Joliette Limitée — Joliette Propane Gas Co. Limited	1773
Hotel Sigma Limitée.....	1773	Hotel Sigma Limitée.....	1773
Jos. E. Beaudoin Ltée.....	1773	Jos. E. Beaudoin Ltée.....	1773
Leff's Television Sales & Service Ltd...	1774	Leff's Television Sales & Service Ltd...	1774
Les Produits Alimentaires de la Mauricie Inc.....	1774	Les Produits Alimentaires de la Mauricie Inc.....	1774
Passfair Ltd.....	1774	Passfair Ltd.....	1774
Provincial Crown Cork Co. Ltd.....	1775	Provincial Crown Cork Co. Ltd.....	1775
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
H. Walford, Limited.....	1775	H. Walford, Limited.....	1775
MINISTÈRE DES FINANCES: <i>Assurances:</i>		DEPARTMENT OF FINANCE: <i>Insurance:</i>	
The Eastern Trust Company.....	1780	The Eastern Trust Company.....	1780
Renouvellement de certificat de diverses compagnies de Fidéli-commis.....	1781	Renewal of certificate of registration of miscellaneous Trust companies.....	1781
The National-Liverpool Ins. Co. (Annulation).....	1782	The National-Liverpool Ins. Co. (Cancellation).....	1782
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
Boily vs Belley.....	1782	Boily vs Belley.....	1782

PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Gaspé, village de: (Titres de propriété)	1782	Gaspé, village of: (Title-deeds)	1782
Cour de Recorder, paroisse Ste-Rose-Est	1784	Recorder's Court, parish Ste-Rose East	1784
RATIFICATION DE TITRE:		CONFIRMATION OF TITLE:	
Phenix, Jean-Louis	1785	Phenix, Jean-Louis	1785
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
A. Billet Ltée	1786	A. Billet Ltée	1786
George A. Watson (Quebec) Limited	1786	George A. Watson (Quebec) Limited	1786
Hôpital Saint-Paul Inc.	1786	Hôpital Saint-Paul Inc.	1786
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Waterloo, ville de	1786	Waterloo, town of	1786
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
J.-L. Thériault & Fils, Ltée vs Pate-naude	1787	J.-L. Thériault & Fils, Ltée vs Pate-naude	1787
MONTREAL:		MONTREAL:	
Després vs Primeau	1788	Després vs Primeau	1788
Pagé <i>et al</i> vs Parthenais	1788	Pagé <i>et al</i> vs Parthenais	1788
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Huard vs L'Heureux	1789	Huard vs L'Heureux	1789
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Desjardins vs Jolicoeur	1789	Desjardins vs Jolicoeur	1789
Garon <i>et al</i> vs Cardinal	1789	Garon <i>et al</i> vs Cardinal	1789
Gascon vs Labelle	1790	Gascon vs Labelle	1790
32928-o		32928-o	